



HAL
open science

La Slovénie, côté cour et côté jardin

Laurent Léothier

► **To cite this version:**

Laurent Léothier. La Slovénie, côté cour et côté jardin. *Lettre de l'Est (Aix-en-Provence)*, 2021, 25, pp.10 - 13. halshs-04528330

HAL Id: halshs-04528330

<https://shs.hal.science/halshs-04528330>

Submitted on 1 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Slovénie, côté cour et côté jardin

Laurent Léothier
Docteur en droit public
Professeur d'histoire

Grande d'à peine 20.273 km² (soit une demi-fois la Suisse) et peuplée de seulement deux millions d'habitants, la Slovénie est une République discrète au sein de l'Union européenne. Membre depuis 2004, le pays a pris la présidence tournante de l'Union en juillet 2021 sur fond de tensions politiques entre Bruxelles et Ljubljana où le Premier ministre, Janez Janša se rêve en Trump des Balkans. Homme politique aguerri et trois fois à la tête du gouvernement depuis 2004, Janez Janša conduit une profonde mutation de la politique slovène, aussi majeure que les deux précédentes qu'a connu cette petite République : en 1918, lorsqu'elle quitte l'Empire d'Autriche-Hongrie pour rejoindre la Yougoslavie et se convertit au communisme, et en 1991 où elle déclare son indépendance et adopte le capitalisme et la démocratie libérale à l'occidentale.

Aujourd'hui, la Slovénie est à un carrefour politique et diplomatique. Si tant est que celle-ci ne l'ait pas toujours été d'un point de vue géographique entre le monde latin et germanique, l'Est et l'Ouest, les Alpes et les Balkans. Côté cour, la Slovénie, sous l'influence de son Premier ministre, semble s'éloigner du modèle de démocratie libérale pour se tourner vers un nouveau paradigme relevant du néologisme illibéral, théorisé et expérimenté par la Pologne et la Hongrie. Côté jardin, la Slovénie détourne le regard de ses deux puissances tutélaires de toujours – l'Autriche et la Serbie – pour se rapprocher du groupe de Visegrád auquel elle s'identifie davantage.

I – La tentation d'une démocratie illibérale

Tous ceux qui auront jalonné les rues de Ljubljana s'accorderont à dire qui l'y fleure un parfum de Vienne ou de Prague. Mais la comparaison s'arrête là. Car depuis son indépendance, la Slovénie a creusé son sillon politique en parfaite autonomie. Les institutions politiques slovènes reposent sur le suffrage universel direct. Le Parlement est élu à la proportionnelle intégrale, ce qui rend la formation de coalitions inévitable pour composer un gouvernement. Si la vie politique du pays a été marquée par la domination du centre-gauche jusqu'en 2004, les alternances successives entre gauche et droite ont fragilisé la stabilité institutionnelle qui, depuis 2010, est marquée par des élections anticipées. C'est dans cette vie politique mouvementée que Janez Janša a fait carrière en multipliant les paradoxes. Ancien journaliste d'inspiration maoïste à la fin des années 1980, il participe à des mouvements de libération nationale anticomuniste en Yougoslavie – ce qui le rapproche à ce titre de Viktor Orbán et de Mateusz Morawiecki – et fait partie des opposants politiques emprisonnés. À l'indépendance de la Slovénie, il devient une figure politique majeure, sans doute la seule du pays, reconnue comme conservatrice et défenseuse de la nation slovène. Résolument pro-européen jusqu'en 2008 lorsque la Slovénie occupe, pour la première fois, la présidence tournante de l'Union européenne alors qu'il est déjà Premier ministre, il profite de l'instabilité politique naissante en 2010 et de l'émergence d'un parti eurosceptique d'extrême-gauche pour changer de discours et de méthode. Par mimétisme de Viktor Orbán qui accède au pouvoir en 2010 en Hongrie, Janez Janša se tourne vers le nationalisme et le conservatisme lors de son second mandat comme Premier ministre entre 2012 et 2013. Après une peine d'emprisonnement de neuf mois pour corruption et l'annulation de celle-ci par la Cour constitutionnelle, ce phœnix de la politique remporte les élections législatives de mars 2020 et emmène la Slovénie sur le chemin d'une « démocratie spécifique »¹. Cette mutation politique et sociétale qui vise, avant tout, à permettre à son instigateur de conserver le pouvoir, transforme la Slovénie en pays progressivement renfermé sur lui-même et rejetant les institutions européennes. En imitant la Pologne, mais surtout son idole hongroise invitée aux célébrations du 30^e anniversaire de l'indépendance slovène, Janez Janša mène une réforme controversée des médias, refuse de nommer des juges slovènes au nouveau parquet européen anticorruption et multiplie les propos misogynes, climatosceptiques et hostiles aux droits LGBT. Or, à la différence des dirigeants hongrois et polonais, le Premier ministre

¹ Laurent HASSID, « Une géopolitique de la Slovénie », éd. La Route de la Soie, 2021.

slovène ne peut compter sur un soutien populaire indéfectible. La société slovène, plus occidentalisée de par son histoire et davantage marquée à gauche surtout dans les villes, désapprouve une grande partie du bilan de Janez Janša et manifeste tous les vendredis dans les principales agglomérations du pays. Cette dernière cherche d'ailleurs le soutien du président de la République, Borut Pahor – figure du centre-gauche – élu pour un second mandat de cinq ans en 2017, mais qui reste en retrait de la vie politique.

II – La mue diplomatique des Balkans vers Visegrád

Fidèle à ses sources d'inspiration, Victor Orban et Donald Trump, Janez Janša surnommé « Maréchal Twitto » en raison de son utilisation effrénée des réseaux sociaux, se plaît à jouer les trublions au sein de la géopolitique européenne.

D'une part, le Premier ministre slovène réoriente profondément la diplomatie de son pays. Historiquement dans le giron de la Serbie en raison de son appartenance à la Yougoslavie, la Slovénie est traditionnellement rattachée aux Balkans. Un des objectifs de Janez Janša est de profiter de sa bonne entente avec le Premier ministre hongrois pour rapprocher son pays du groupe de Visegrád. Si ce dernier faisait référence à l'origine à l'union informelle des gouvernements polonais, hongrois, tchèque et slovaque au début des années 1990 afin d'intégrer l'Union européenne, il est désormais le synonyme des gouvernements illibéraux, eurosceptiques hongrois et polonais, voire hostile à l'immigration et au reniement de l'héritage chrétien de l'Europe défendus par ces mêmes gouvernements, ainsi que ceux de la République tchèque et de la Slovaquie auxquels on peut ajouter l'Autriche. Aussi, afin de s'affranchir des liens diplomatiques qui l'unissent au reste des Balkans et de se rapprocher de son autre ancienne puissance tutélaire qu'est l'Autriche, la Slovénie de Janez Janša soutient par son silence ou par une adhésion directe la politique hongroise et polonaise. Le vote de la Slovénie est d'ailleurs un point de bascule pour déclencher le volet répressif de l'article 7 § 2 du Traité sur l'Union européenne visant la Pologne et la Hongrie. Le rapprochement slovène de Visegrád est également palpable lors des sommets en marge de l'Union européenne comme l'initiative des trois mers ou le Format 16+1.

D'autre part, bien que la diplomatie slovène souhaite s'émanciper du fantôme yougoslave, elle est de plus en plus diluée dans les intérêts serbes. En témoigne les *Balkan papers* publiés en avril 2021 par la presse bosniaque. Bien qu'il en refuse la paternité, Janez Janša serait à l'origine de ce « non-document » sans portée juridique, mais à la puissance politique et symbolique très forte dans une région encore marquée par les stigmates de la guerre. Dans ce « non-document », il propose un dépeçage de la Bosnie-Herzégovine – véritable patchwork culturel et linguistique depuis son indépendance – au profit d'une Grande Croatie et d'une Grande Serbie qui engloberaient les régions orthodoxes et catholiques, majoritairement serbo-croato-phone de la Bosnie. Un micro-État bosniaque musulman, enclavé et privé d'accès à la mer, pourrait alors, comme le souligne le document, se rapprocher de la Turquie. Le projet prévoit également l'union du Kosovo et de l'Albanie dans une Grande Albanie et de l'extension du territoire du Monténégro.



Projet de redécoupage des frontières au sein des Balkans selon les *Balkan Papers*

En somme, la présidence slovène de l'Union européenne débutée en juillet 2021 pourrait renforcer l'alignement des positions de Ljubljana sur celles de Budapest et de Varsovie en accélérant l'intégration souhaitée par ces deux pays de la Serbie d'Aleksandar Vučić. L'objectif à long terme étant de former un quatuor Varsovie-Budapest-Ljubljana-Belgrade, conservateur, anti-immigration et promoteur d'un autre modèle de démocratie, capable de contre-balancer au sein de l'Union européenne le couple franco-allemand et ses alliés naturels parmi les démocraties d'Europe de l'Ouest. La Slovénie n'a donc pas fini de jouer les carrefours au sein d'une Union européenne de nouveau marquée par les divisions Est-Ouest.